

La Nation

Journal vaudois

JAA. 1000 Lausanne 1

Bimensuel hors partis fondé en 1931, publié par la Ligue vaudoise
Le numéro: Fr. 3,50 Abonnement annuel: Fr. 77.-
Apprentis, étudiants: Fr. 33.-



Le désamour des médias

«Les médias ont-ils tout faux?» demandait *Infrarouge* dans son émission du 22 mai dernier, consacrée au désamour croissant de la population envers les médias, constat apparemment non contesté par les journalistes présents. L'un des participants évoqua la concurrence des réseaux sociaux qui, travaillant sur l'instant et l'émotion, attirent plus facilement l'attention des jeunes consommateurs. Un autre fit remarquer que, pour beaucoup de lecteurs, si la presse ne dit pas exactement ce qu'ils pensent, c'est qu'elle sacrifie aux *fakes news*. On nota aussi que le fait de disposer de moins de moyens et de moins de temps rend plus difficile, pour le journaliste d'aujourd'hui, de prendre de la distance et de porter un jugement sans parti pris.

M. Slobodan Despot, seul représentant d'un organe de presse plus ou moins marginal, déclara avoir créé son *Antipresse*¹ pour battre en brèche l'«unanimité» de la presse et ses «relations incestueuses» avec le monde politique.

De fait, si différents et si critiques les uns envers les autres (et entre eux) qu'ils soient, la presse et les milieux politiques agissent implicitement dans la perspective de cette idée que tout, le monde, les personnes, les Etats, la pensée même, est soumis à un mouvement évolutif qui parcourt l'histoire et emporte l'univers entier.

Certains voient ce mouvement comme une marche vers l'âge d'or, d'autres comme une débâcle de la civilisation. Mais tous le jugent inéluctable, ce qui modifie radicalement

le rôle qu'ils attribuent à la réflexion politique.

En effet, dans cette perspective où tout change, l'argument rationnel n'a plus aucune force contraignante pour l'intelligence. Il échoue à enrainer l'auditeur dans la réalité... puisque la réalité ne cesse de se transformer. A leurs yeux, il reste à la surface des choses. Il n'est, au mieux, que la cristallisation d'un sentiment provisoire, un slogan parmi d'autres, auquel on est libre d'adhérer ou non. Peut-être pertinent aujourd'hui, l'argument sera dépassé demain et caduc la semaine prochaine. Dès lors, ce qui fait la force d'une position politique, ce n'est pas la pertinence objective du discours, mais sa conformité au mouvement général. Et il suffit de dire que «les temps changent» pour dévaloriser la plus éclatante des démonstrations.

C'est dans cet état d'esprit que les politiciens (ce qu'on peut comprendre) et la presse (ce qui est plus difficile à avaler) ne font jamais le bilan comparé des prophéties, promesses et menaces qui ont nourri une campagne d'initiative ou de référendum. Jamais on n'examine à la lumière des conséquences principales et secondaires la pertinence des arguments des uns et des autres. Jamais on ne dénonce ce que la suite des événements a identifié comme des mensonges incontestables. Relire les tracts de la campagne sur la dernière réforme scolaire (rien que la dernière), par exemple, ne serait-ce pas une manière de saisir le fond des

choses? Au contraire, pensent-ils, pourquoi se charger du poids d'une expérience qui n'est que le résidu d'un passé insignifiant?

Cette réinitialisation constante permet aux autorités de recommencer à zéro à chaque nouvelle votation et de ressasser sans vergogne le même vieux fond argumentatif. Les promesses et les menaces utilisées pour promouvoir la signature du traité sur l'Espace économique européen furent reprises telles quelles contre l'initiative sur l'immigration de masse ainsi que pour la loi sur les armes. On les recycle aujourd'hui en faveur de l'Accord-cadre. Et on nous les présente à chaque fois comme des arguments nouveaux issus de profondes et originales réflexions.

C'est peut-être ça, la «pensée unique», cette philosophie unanime qui englobe les différences et les différends dans la perspective d'un futur inévitable.

Et puis, il y a ceux qui refusent cette croyance à un monde où tout

change tout le temps. Sans toujours le formuler intellectuellement, ils sentent qu'il existe une essence des choses et que l'être humain, sous toutes les latitudes et à toutes les époques, conserve des caractéristiques essentielles, sa nature communautaire et hiérarchique, sa capacité de jugement et d'action libres, son besoin de permanence familiale, de stabilité des mœurs et des lois. C'est de ceux-là que vient le désamour à l'égard d'une presse qui néglige ou méprise ces réalités, tout en prétendant en rendre compte.

C'est aussi ce qui motive la publication obstinée de quelques feuilles et sites, de gauche, de droite ou d'ailleurs, qui, eux aussi, sont unanimes sous leurs désaccords. Ils partagent cette certitude commune qu'une vérité profonde et durable, emportant l'esprit et cadrant l'action, peut surgir du choc honnête des arguments.

Olivier Delacrétaz

¹ Publication hebdomadaire numérique et papier, www.antipresse.net.

Occident express 32

«Mais tu sais, toi, où je peux en trouver dans cette ville?» me demandait ce Français dans la quarantaine tardive, l'air vaguement désespéré. Il parlait de femmes à vendre. N'étant pas exactement expert en la matière – je n'ai pas acheté la mienne – je n'ai pu lui répondre que ceci: «On me pose souvent cette question.» Ce qui est vrai. Le petit monde des expatriés, ceux qui écumant la région pour Ikea, Nestlé, Carrefour ou Société Générale se refilent entre eux les meilleures adresses – hôtels, restaurants, bars à cocktails, chair fraîche. La meilleure source d'informations consiste évidemment à interroger les résidents étrangers, dont je suis, mais c'est chou blanc dans 100% des cas. Belgrade est réputée pour ses bars, sa vie nocturne et sa gastronomie. Sur ce point délicat pourtant, la capitale de Serbie rougit et rajuste son chemisier. Ce qui surprend dans une région où l'industrie pornographique a fait fortune depuis la chute du Mur, notamment en Hongrie voisine, mais aussi en Roumanie et en Bulgarie, sans parler des eldorados tchèques et polonais. La combinaison entre une population féminine prisée pour ses qualités esthétiques, un niveau de vie très bas et l'irruption d'internet ont offert aux pornographes des revenus de footballeurs anglais. Pourtant, comme dans *Astérix*, la Serbie résiste encore et toujours à l'envahisseur. Ici, les abribus et les bars ne sont pas remplis, comme à

Prague ou Budapest, d'annonce pour des escorts ou de numéros 0800 pour des services très spéciaux. La prostitution est sévèrement punie – pas sa consommation toutefois – et même si, dans les grands hôtels, certaines clientes du bar ont des allures interlopes, la chose reste remarquablement discrète. De l'aveu général, les jeunes filles serbes ne sont pas faciles, on ne les achète pas avec un verre de whisky et quelques cigarettes. Je me souviens de sa réaction lorsque j'avais annoncé mes fiançailles à un employé de l'Ambassade de France: «Comment t'as fait?» Le capitalisme conquérant n'est toujours pas parvenu à rompre cette digue et il ne s'est encore trouvé personne pour m'expliquer cette surprenante singularité nationale. Il ne semble toutefois pas impossible que ce soit, là aussi, l'expression d'un trait de caractère national. On y trouve de la fierté, du complexe de supériorité aussi, tout cela mêlé d'une pruderie héritée d'un pesant patriarcat. Mais il est aussi question d'habitudes communautaires dans lesquelles la sexualité est une affaire honteuse puisque soumise au regard, aux oreilles, et aux jugements de tous. Ce qui n'arrangeait pas du tout les affaires de mon pauvre Français, dans ce restaurant où les beautés belgradoises le livraient, soir après soir, au supplice de Tantale.

David Laufer

Lu dans la presse

La Nation a assez souvent dit tout le mal qu'il fallait penser d'articles parus dans les journaux romands pour que nous ne relevions pas notre satisfaction de lire, dans *24 heures* du 1^{er} mai, un article signé Andrés Allemand, suscité par l'arrivée sur le trône du nouvel empereur japonais Naruhito et portant le titre *Les monarques sont-ils vraiment inutiles? Que nenni!* En voici un florilège d'extraits:

[...] Ces monarques règnent mais ne gouvernent pas. Le souverain ne se mêle pas de politique. Paradoxalement, c'est une force. Et pas seulement parce que les mouvements abolitionnistes ont du mal à convaincre les électeurs de l'urgence d'en finir. L'empereur du Japon ou la reine d'Angleterre sont des symboles d'unité précisément parce qu'ils ne prennent jamais parti. Les politiciens n'ont jamais toute la nation derrière

eux, car on les sait d'abord redevables à leurs propres électeurs.

En Belgique, par exemple, lors des pires tensions entre Flamands et Wallons, alors que le pays menacé d'éclatement a vécu des mois sans gouvernement élu, l'existence même du roi maintenait la légitimité de l'Etat. De même en Thaïlande, il a parfois semblé que l'unité du pays ne tenait plus que par respect envers le monarque.

Dans un autre genre, outre-Manche, le gouvernement de Theresa May a beau vaciller dans la tourmente du Brexit, l'Etat britannique et son fonctionnement ne sont pas autant mis en cause que la France du président Macron bravée par les «gilets jaunes». Il n'y a pas, dans l'Hexagone, de reine Elisabeth II au-dessus de la mêlée. [...]

Réd.

Le Ramuz de Stéphane Pétermann

Longtemps on attendit une substantielle biographie de Ramuz. Après sa mort, en 1947, quatre décennies s'écoulèrent parmi des Vaudois restés avec les zones d'ombre de leur écrivain le plus lu. On le citait de plus en plus, indice d'une présence qui se magnifia, mais rien n'était vérifié ni mis en cause. On vit paraître sur lui nombre d'essais, des meilleurs aux pires, sacralisations ou naïvetés. La gauche, Haldas, Buache, Cherpillod, déplorait en cette œuvre l'absence de la lutte des classes. J'ai pressé Georges Duplain, ami en retraite de la *Gazette de Lausanne*, de tenter un ouvrage retraçant simplement la vie de Ramuz. Il fut publié en 1991. Ce parcours se concentra sur ce qui avait rempli toutes les journées de l'écrivain, le souci de ses livres, et suivit son *Journal inédit*. Cette consultation fut autorisée par sa fille, à la Mulette. Duplain travailla donc à Pully dans un bureau inchangé. Avec ses barreaux, il ressemble à une cage.

L'ouvrage du journaliste fut décrié par les milieux académiques car la perspective sur Ramuz avait suivi sa propre «mise en scène». Depuis lors les recherches sur la carrière, l'homme et ses textes se sont aiguisées et multipliées, en vue de la sortie de presse des nouvelles œuvres complètes. Les appuis à cette entreprise furent exceptionnels. Un million de l'Etat de Vaud, quart du budget total. Ramuz n'aurait pas rêvé recevoir pour lui-même ne serait-ce qu'une fraction de cet argent public.

En ce XXI^e siècle, le lecteur peut choisir librement, de Ramuz et sur Ramuz, dans la masse littéraire produite et qu'un collectif d'experts a revue et réorganisée. Ont paru deux éditions critiques parallèles: les romans à la Pléiade, chez Gallimard, en deux tomes de 2005, assurés d'une diffusion mondiale, et l'ensemble des écrits en 29 volumes chez Slatkine, à Genève, de 2005 à 2013. Travail gigantesque: les 22 romans, à eux seuls, passèrent dans les mains de l'auteur par 78 versions. Pour le texte finalement retenu, avec introductions et notes, les chercheurs ont opté pour une approche savante conçue à Paris, ce qui traditionnellement rassure Lausanne. La technique informatique adoptée en l'occurrence s'appelle MEDITE, *Machine pour*

l'étude diachronique et interprétative des textes d'écrivains.

Bref, du sérieux et c'est fait. Il faut en féliciter la communauté académique. Avec le reproche, peut-être, qu'elle n'a pas rendu la collection complète très séduisante. Graphiquement on s'est gardé d'en appeler aux émotions de la population. Il ne fallait surtout pas, à notre époque, qu'on exhibe sur les étagères familiales, bien relié, «notre écrivain national». Les critiques universitaires d'aujourd'hui vomissent ce concept. Ne parlez pas devant eux d'un monument littéraire. «Tout Ramuz» avec le goût de Mermod ou la diffusion audacieuse de Rencontre, c'est le passé.

Un petit ouvrage signé Stéphane Pétermann, l'un des analystes de la grande entreprise, est l'événement ramuzien de ce printemps 2019. Le format de poche de la collection «Savoir suisse» imposait une synthèse brève. L'auteur l'a rendue riche, approfondie et lisible. Par ses détails biographiques exacts, elle nous offre ce que nous n'osions plus espérer: une vie de l'écrivain. Pétermann révèle aussi ses propres sentiments. A cet égard, il a signé un essai, tout en reflétant l'attitude actuelle de la critique universitaire. Il exprime son éthique de rigueur textuelle qu'il dresse, non sans hauteur, face aux intérêts plus ou moins commerciaux de l'édition, face aux chroniques de presse aux jugements douteux, face aux autorités politiques enfin, sensibles à l'opinion publique, entre l'indifférence épaisse et la célébration débile d'un artiste mythifié. Le chercheur refuse de sacraliser l'écrivain, le traite d'«éternel insatisfait» ou d'«homme de la production», mentionne de constants soucis d'argent que Ramuz aurait exagérés dans ses déprimés. On n'est pas loin de débusquer chez le créateur une logique de rentabilisation de ses idées: le Valais montagnard se vendait bien. Aux chapitres magistraux du livre de Pétermann, où l'on suit l'écrivain solitaire dans son approche d'un langage qui ne soit qu'à lui, succède une déploration de son renfermement en son propre monde, déjà quand il vivait à Paris, son haut lieu littéraire. Mais il est obligé, hélas, de le quitter pour regagner son Canton quand sa femme lui donne une fille. En fin de course, Ramuz note:

«J'avais des amis, mais je ne vais plus les voir.» Jamais de vacances. Pas de concerts. Pétermann montre le grand-père obsédé par le souci de Guido Olivier, Monsieur Paul, son petit-fils. Un chapitre est intitulé «La somme des malentendus».

On n'a jamais parlé comme ça de Ramuz, sans que manquent de fortes pages d'éloge perspicace. Les analyses que publia le professeur Gilbert Guisan sur l'évolution du style ramuzien sont rappelées mais corrigées. Refus, surtout, de voir chez l'ermite de Pully une forme d'héroïsme.

Que penser de ce recadrement? Avec Charles-Albert Cingria, n'avons-nous pas eu deux «héros» qui rompirent avec la tradition des écrivains-professeurs, Olivier, Vinet, Rambert? Hors de Paris, libres et féconds, ne furent-ils pas deux chefs de notre révolution? Deux solitaires innovateurs, pour l'écriture, ont accepté les risques d'une marginalité sociale. Une part des tourments de Ramuz avait cette grande cause extérieure: l'absence de tout revenu assuré. Pétermann mentionne les mécénats dont bénéficia Ramuz dans sa période la plus faste, et le mirifique «Nobel romand» de 60'000 francs. Mais il nous apprend que la moitié de cet appui-là, qui poussa l'écrivain à s'engager dans l'achat de la Mulette, ne lui fut jamais versée.

Un Ramuz devenu officiel mérite-t-il nos ironies ou nos indignations? Partout et pas seulement dans les siècles passés, on voit les nations, même les cantons, vouloir leur contingent de grands hommes, exagérer la vénération après leur mort, truffer rituellement les discours de citations fantoches. Ajoutez l'avenue C. F. Ramuz! Et Ramuz sur un billet de banque! Mais tant mieux. Est-ce fâcheux que la littérature fut ainsi honorée? L'irritation des purs, face à tout acte officiel et patrimonial, n'est pas plus convaincante que les célébrations creuses. Ainsi le cher faux-frère des Cahiers Vaudois, Edmond Gilliard, référence des révoltés reconnus, néanmoins professeur à la retraite, fulmina contre l'enterrement de Ramuz et ses pompes. J'y étais, adolescent, et j'ai surtout vu l'embarras du pasteur ridiculisé par Gilliard. Fallait-il, après

la dénonciation d'un décorum excessif, rire de la modestie de son expression? J'avais observé le prédicateur peu avant, à la cure, séchant sur son texte: c'était mon parrain. Faut-il regretter le discours de Ramuz sur Davel en 1923 à Cully? Qui aurait parlé mieux, et plus sincèrement? Les Vaudois, pour des universitaires de 2019, ont-ils le droit d'aimer Davel?

Dans les débordements ou les mises en scène d'un ego, qui accompagnent l'émergence d'un artiste exceptionnel, un chercheur sérieux a bien sûr vocation de tailler dans le mythe. Pétermann accomplit cette mission. Mais on le sent embarrassé, dans le cas de Ramuz, de ce qu'il ait conçu des Cahiers Vaudois, ou préfacé avec émotion *Le Canton de Vaud* de Juste Olivier, ou qu'il ait refusé, causant scandale, de reconnaître une culture suisse, tout en agissant résolument comme leader littéraire de la Suisse romande. Ici, il ne suffit pas de dénoncer le nationalisme d'un autre âge, qui n'a rien de ramuzien, mais on peut, dans la recherche anthropologique et débordant les topos littéraires, s'interroger sur le lien social et psychologique très complexe qui a confronté et uni fortement, sur un territoire donné, un créateur exceptionnel et une population d'abord choquée par la nouveauté de son écriture, puis profondément respectueuse. Une foule de lecteurs anonymes et fins ont ressenti, par l'écrivain, et même dans son approche laïque du tragique, un attachement renouvelé à leur lieu de vie. Quant aux autorités, malgré leur inculture que ce petit livre suggère, elles ont offert un million de francs aux lettrés pour leurs travaux de recherche. Réjouissons-nous qu'elles aient reconnu de cette manière l'importance des mots.

On ne soupçonnera pas Pétermann, au terme de ses travaux, de ne pas aimer Ramuz. Mais ce verbe même appartient aux sentiments dont le critique se défie. Dans son petit livre qui nous dévoile tant de choses, il nous laisse deviner le hic.

Bertil Galland

Stéphane Pétermann, *C. F. Ramuz – Sentir vivre et battre le mot*. Coll. Savoir suisse, Presses polytechniques et universitaires romandes, Lausanne.

Occident Express 33

Non loin de chez moi, une gitoune à fast-food s'est installée, à l'enseigne de Vladimir Poutine. Si vous déambulez le long de l'avenue principale, on vous y proposera des tasses et des tshirts à l'effigie du grand Vladimir. Sa visite, en janvier, a suscité un enthousiasme sincère, même si le gouvernement serbe y

a largement contribué en affrétant 700 autobus pour amener les campagnes à la rencontre du tsar de toutes les Russies. Une foule d'environ 100'000 personnes a défilé dans un calme bonhomme pour le voir sortir de l'église Saint-Sava et l'acclamer comme un pape. Saisissant un micro, manifestement surpris, il n'a su que s'exclamer en serbe: «Merci pour votre amitié!» Ce qui a laissé les adorateurs un peu sur leur faim, mais quoi, il est venu, ils l'ont vu et tous ensemble ils ont communiqué dans cet idéal – très hypothétique – de l'amitié slave orthodoxe. Ce que les Serbes aiment chez Poutine, c'est avant tout sa résistance au capitalisme conquérant, son armée qui reste la seule à pouvoir défier l'étasunienne, sa main de fer dans ses affaires intérieures, son indépendance par rapport à l'Occident. Et bien évidemment sa

non-reconnaissance de l'indépendance du Kosovo. On peut comprendre ce penchant. Mais il se manifeste avec une ardeur servile qui me fait honte. Ses sympathisants s'aplatissent devant Poutine, ils en font un thaumaturge, en bref ils perdent devant lui toute mesure, toute dignité, tout ce qui fait que je peux moi-même aimer ce peuple immodérément. Ils révèlent ainsi leur propension à la dictature, au règne violent et sans partage d'un seul qui, contrairement à Caligula, pourrait déclarer: qu'ils me craignent, ils m'adoreront d'autant plus. Une seule attitude m'exaspère encore plus que cette servilité, c'est la bêtise de l'Occident face à Poutine. L'histoire nous apprend que, depuis bien avant Napoléon, les Européens ont tout fait pour conquérir, pour détruire et pour exploiter l'immense Russie. Il est exact

que les Bolchéviques ont massacré leur propre peuple, comme quelques tsars avant eux. Mais ce sont surtout les Allemands qui s'y sont livrés à des carnages qui devraient leur ôter tout droit à la souveraineté pour des siècles. Par une étrange distorsion de la perception, c'est néanmoins l'inexistant impérialisme russe qu'on nous demande de craindre. Poutine serait un nouvel Hitler, un nouvel Attila. Peu importe son réel soutien populaire, il est un dictateur. Peu importe que l'OTAN vienne le provoquer, en rupture de tous les traités en vigueur, dans des territoires historiquement russes, Poutine est un provocateur et un va-t-en-guerre. Que cet homme suscite tant de passions m'échappe. Sans doute la Russie ne pourra-t-elle jamais produire autre chose que des excès.

David Laufer

La Nation

Rédaction

Jean-Blaise Rochat / Frédéric Monnier
CP 6724 1002 Lausanne

Tél. 021 312 19 14 (de 8h à 10h)
Fax 021 312 67 14

courrier@ligue-vaudoise.ch
www.ligue-vaudoise.ch

IBAN: CH09 0900 0000 1000 4772 4

ICM Imprimerie Carrara Morges

Association dissociative

À la base, l'idée était bonne. Il fallait aider les communes à collaborer, leur ouvrir l'horizon, faciliter les contacts et mettre en place à meilleur compte des infrastructures coûteuses comme des stations d'épuration, des écoles ou des réseaux d'adduction d'eau.

Mais ça a mal tourné.

La loi sur les communes de 1956, revue et augmentée à de nombreuses reprises depuis lors, prévoit diverses formes de collaboration intercommunale comme le contrat de droit administratif, l'entente intercommunale, l'association de communes, la fédération de communes ou l'agglomération.

Alors que l'entente intercommunale est un contrat passé entre deux ou plusieurs communes, l'association de communes a la personnalité morale, des statuts, un siège et des organes qui sont notamment le conseil intercommunal et le comité de direction. L'association de communes est une «super-commune».

Le conseil intercommunal joue le rôle du conseil général ou communal. Il est composé de délégués des communes membres. Quant au comité de direction, choisi par le conseil intercommunal, il exerce, dans le cadre de l'activité de l'association, les fonctions prévues pour les municipalités. L'association tient une comptabilité indépendante et peut percevoir des taxes. Lorsqu'un intérêt régional prépondérant le justifie, le Conseil d'Etat peut même obliger une ou des communes à s'associer ou à adhérer à une association.

Le Conseil régional du district de Nyon réunit sous forme d'association la quasi-totalité des communes du district. L'art. 4 de ses statuts définit son but qui est de conduire les politiques qui concourent au développement régional; elle fédère les collectivités publiques et les partenaires autour des enjeux et projets s'inscrivant dans la politique régionale durable et mène ses actions de coordination, de pilotage ou de facilitation selon les demandes de ses membres ou d'autres porteurs de projets. Elle a notamment pour rôle le pilotage et la mise à jour du plan directeur régional, le développement et la mise en œuvre des politiques socio-économique et touristique, culturelle et sportive, de mobilité et d'environnement, la coordination avec le plan directeur cantonal et les autres politiques sectorielles, la supervision du cadre de la promotion du territoire, notamment touristique, le suivi et/ou la conduite des études et projets d'intérêt régional, la coordination des grands projets communaux ou intercommunaux ayant une incidence régionale, la coordination avec les régions voisines, suisses et étrangères, sous réserve de la compétence des autorités cantonales, le soutien financier, stratégique et institutionnel à tout projet reconnu d'intérêt régional s'inscrivant dans la politique régionale et, enfin, la conduite d'une politique de communication coordonnée avec les communes. Toutes les tâches régionales ou d'intérêt régional relevant de la compétence des communes peuvent être confiées au Conseil régional dans la mesure de ses moyens.

Si on veut maintenir des communes fortes, il faut éviter de les affaiblir par des institutions qui leur ôtent des pouvoirs.

Chaque commune dispose, au sein du Conseil régional, d'une voix de base fixe et d'une voix par 1000 habitants. Les conseillers intercommunaux sont nommés par le conseil général ou le conseil communal de chaque commune s'ils représentent l'organe délibérant ou par la municipalité s'ils représentent l'exécutif communal. Ils doivent être choisis parmi les conseillers communaux ou généraux ou les municipaux. Il y a actuellement 107 conseillers.

C'est le conseil intercommunal qui élit le comité de direction composé à ce jour de 9 membres qui doivent tous être des conseillers municipaux en fonction.

Le Conseil régional dispose d'un secrétariat permanent de plusieurs collaborateurs chargés d'exécuter les tâches de l'association.

Cette brève et lacunaire description montre bien qu'on a créé là une institution pareille à une commune, qui fonctionne de la même manière et qui se superpose, en quelque sorte, aux communes membres. Ses tâches sont certes liées au développement régional. Mais ce qualificatif peut finalement s'appliquer à la presque totalité des tâches communales. Comment dès lors définir ce qui est communal et ce qui est intercommunal? Le délégué d'une commune au Conseil régional doit-il privilégier les intérêts de sa commune ou ceux de l'association? Cela est de nature à entraîner des troubles dissociatifs,

pour reprendre une notion propre à la psychiatrie.

Ces dernières années, des tensions sont apparues et certaines communes ont quitté le Conseil régional. Quel est son avenir? Faut-il continuer à promouvoir de telles institutions? A l'heure où les complexités réglementaires opacifient les relations et entravent les décisions de nature politique, est-il vraiment opportun et nécessaire de créer des institutions qui ajoutent à la confusion?

Le Conseil d'Etat publie un aide-mémoire pour les autorités vaudoises, destiné plus particulièrement aux communes. Dans son message introductif, Madame la Conseillère d'Etat Béatrice Métraux, responsable cantonale des communes, écrit: «Un Etat fort a besoin de communes fortes, pouvant exercer dans les meilleures conditions possibles leur rôle essentiel d'autorités politiques de proximité. C'est dans les communes que les citoyens ont avant tout un contact aussi direct que concret avec l'administration et les politiques publiques. C'est dans les communes que se façonne la qualité de vie des Vaudoises et des Vaudois.»

Si on veut maintenir des communes fortes, il faut éviter de les affaiblir par des institutions qui leur ôtent des pouvoirs, créent des frustrations et même enveniment les relations. Les usines à gaz intercommunales nuisent à la bonne santé des communes, démotivent les citoyens et accroissent la difficulté à trouver des conseillers municipaux.

Jean-Michel Henny

Démocratie numérique

La numérisation est en marche! Même les plus conservateurs de nos lecteurs utilisent un téléphone intelligent, une messagerie électronique et naviguent sur la toile. Nous achetons des chaussettes en ligne, réservons des hôtels et des spectacles à Berlin ou Paris, communiquons par vidéoconférence avec des parents expatriés à l'autre bout du monde.

La Ligue vaudoise n'est pas adepte de la démocratie électorale et du jeu des partis, mais elle apprécie les vertus régulatrices de la démocratie directe, en utilisant de temps à autre le référendum pour freiner le galop centralisateur du législateur.

La numérisation de la démocratie rend-elle cette dernière plus fréquentable? Laisant à d'autres le soin de commenter l'usage des *twitter* et autre *facebook* par les candidats en course électorale, nous nous concentrerons sur quelques outils susceptibles d'influencer la démocratie directe.

Si, séduit par l'action d'une lycéenne suédoise gréviste, le jeune Kevin lance un appel à la grève du climat pour vendredi prochain à ses cinquante amis virtuels *facebook*, si la moitié d'eux font de même, tout comme la moitié de leurs amis, l'invitation sera parvenue à 32000 personnes.

Cette puissance de la mobilisation virale a titillé certains adeptes de la

démocratie participative: M. Daniel Graf, entre autres ex-attaché de presse d'Amnesty International et ex-directeur des Verts zuricois, voit dans les réseaux sociaux LE moyen facile et efficace pour mobiliser la base et faire remonter ses propositions aux dirigeants politiques. Se présentant tour à tour comme un *Campaigner*, un *Gamechanger* ou un *Citizen marketer*, M. Graf ne se contente pas d'ouvrir des plateformes d'échange d'idées, mais milite pour la numérisation de la démocratie directe: récolte de signatures en ligne pour pétition, référendum ou autre initiative, contrôle électronique des signatures dans les administrations, etc. Pour lui, l'usage du papier est inefficace et obsolète.

* * *

Imaginons que l'interdiction des glutamates dans les soupes en sachet est pour vous une urgence sanitaire. Le lancement d'une initiative s'impose, mais vous n'avez pas le premier sou pour ce faire. Vous disposez par contre d'un joli réseau d'amis virtuels concernés par les problématiques alimentaires; votre plume alerte et indignée enflamme très vite les passions de vos fidèles suiveurs. C'est le moment de leur lancer un appel au financement participatif via un site de *crowdfunding*: vous devez dès lors convaincre un maximum de personnes de faire un petit don – le prix d'un café suffit – pour soutenir votre projet. Si

les promesses de dons atteignent l'objectif que vous avez fixé au lancement de la collecte, les dons se concrétisent et vous disposez dès lors du budget nécessaire pour votre campagne, mais aussi d'un premier réservoir de signataires convaincus, puisqu'ils ont co-financé votre campagne.

L'initiative en ligne n'existant pas encore, vous vous adressez ensuite à M. Graf via son site *WeCollect.ch*. On y propose à qui veut une récolte de signatures en ligne:

L'objectif de WeCollect est de mettre en réseau des personnes qui se prononcent pour une politique réfléchie et prudente. Ensemble, nous collectons des signatures pour des initiatives populaires et des référendums de manière rapide, virale et efficace.

[...] Nous donnons de la visibilité aux initiatives et référendums qui encouragent la collectivité à faire preuve de discernement.

[...] Envoie-nous les documents concernant l'initiative, respectivement le référendum, que tu planifies. Afin de juger si une campagne correspond à l'esprit WeCollect, nous avons besoin du texte de l'initiative, ainsi que des informations sur le comité de lancement.

Votre texte contre les glutamates est certainement compatible avec les valeurs de *WeCollect* et le site diffusera, contre juste rémunération s'entend,

l'argumentaire et la liste de signatures sur la toile. Restera aux internautes à imprimer, remplir et renvoyer leur liste à *WeCollect*, qui se chargera d'organiser les contrôles communaux.

Doit-on craindre l'asphyxie de la démocratie directe, sous une avalanche de référendums et initiatives aboutis grâce à ces nouveaux outils de financement ou de diffusion? Ce n'est pas certain au vu des succès très variables annoncés par *WeCollect*: 1636 signatures contre la RFFA, 16'753 contre la surveillance des assurés, 59'607 pour le congé paternité, 1512 contre le mitage du territoire. Ces exemples sont représentatifs de l'intérêt des internautes pour les seuls thèmes émotionnels. Les questions constitutionnelles ardues ne suscitent que peu d'enthousiasme. Il est donc à craindre qu'un sujet aussi futile que les glutamates dans votre potage détourne bel et bien l'attention des citoyens des questions importantes. Relativisons en constatant que, même dans le meilleur des cas, la campagne en ligne ne suffit pas à faire aboutir un texte. Le complément par des moyens de récolte plus traditionnels reste nécessaire.

Et les internautes eux-mêmes sont partagés sur la démocratie numérique: vous pouvez sur *WeCollect* rejoindre les 3920 signataires de l'initiative demandant un moratoire sur... le vote en ligne.

Cédric Cossy

L'âge de fer

Au mitan du XIX^e siècle, la Russie entre dans sa période nihiliste. Dieu, l'orthodoxie, le tsar et l'aristocratie sont contestés, d'abord par les libéraux humanistes puis par les anarchistes, que les idées démocratiques occidentales bouleversent. En 1861, le tsar Alexandre II abolit le servage. La Russie s'industrialise, les serfs libérés rejoignent les banlieues des grandes villes. Les taudis se multiplient. L'individualisme et l'athéisme disloquent les communautés traditionnelles. La rupture brutale est l'essence étymologique du nihilisme: le mot latin *nihil* (qui signifie *rien*) est formé de *ne* (=non) et de *hilum*. Le *hile* est le point où le funicule lie la graine à l'ovule, par lequel circulent les substances nourricières. Quand le funicule se rompt, une cicatrice demeure sur le tégument.

Dans le monde humain, la rupture se fait d'abord entre les générations. Les enfants renient leurs parents. En 1862, Ivan Tourguéniev fait paraître le roman *Pères et fils* où il est le premier à mettre en scène des nihilistes. En 1871, avec une profondeur incomparable, Dostoïevski décrit les menées révolutionnaires dans quelque province russe en voie de décomposition. Son roman prophétique s'appelle *Les Démons*. Nikolai Stavroguine et Piotr Verkhovensky sont de véritables diables qui corrompent la petite société locale, les nobles comme les miséreux, les écrivains libéraux comme les ouvriers, les mondains comme les femmes de la haute société, leur inoculant le poison du nihilisme. Et pourtant la vague terroriste commence à peine. Entre 1870 et 1900, elle ne fait que cent victimes, dont le tsar réformateur Alexandre II (les libéraux sont toujours les premières victimes des radicalisés...). Entre 1900 et 1917, elle tue 17'000 personnes, 23'000 attentats sont commis. Les hauts fonctionnaires sont sûrs de périr. Après les funérailles du ministre Sipiaguine, son successeur Viatcheslav von Plehve ordonne à son domestique de ne pas ôter les insignes funéraires ornant de la façade de sa maison. *Vous en aurez bientôt besoin pour moi*, dit-il. Il est réduit en charpie le 15 juillet 1904. Ensuite, dès 1918, sous l'impulsion de Lénine puis de Staline, la Terreur rouge, étatisée, organisée minutieusement, inspirée par la Révolution française, succède aux attentats terroristes aveugles. La doctrine de Chigaliou, autre personnage des *Démons*, a migré de l'imagination de Dostoïevski dans la réalité. De la *liberté illimitée*, Chigaliou inférait la nécessité du *despotisme illimité*.

Pourquoi les nihilistes se battent-ils? Quelle est la nature de la *Cause*? Ce n'est pas le néant, le rien. Le néant ne vient qu'après. Les nihilistes sont d'abord des idéalistes. Ils veulent un autre monde, un monde meilleur, l'égalité, le bonheur pour tous. L'un d'entre eux affirme: *Nous voulons que le Royaume du Christ descende sur la terre*. Il s'agit de construire une communauté où chacun puisse se trouver bien. Certains sont imprégnés d'un reste de christianisme, d'autres n'ont en vue que la science et l'utilité matérielle, *ils donneraient tout Shakespeare pour une paire de bottes*. Mais avant de construire, il faut annihiler le monde ancien, éliminer Dieu, le tsar, les papes, bref les pères. La révolte affecte tous les milieux, notamment les *shitel* des zones de résidence juives. Les jeunes Juifs reprochent à leurs anciens de se soumettre, de subir les pogroms. Parfois, les vieux sont obligés d'appeler les cosaques pour se défendre des jeunes qui incendient des synagogues!

Or la destruction du monde ancien prend du temps, il faut y mettre de l'énergie; les nécessités découlant de l'action urgente prennent le pas sur les buts politiques et sociaux; on se préoccupe surtout des moyens d'atteindre la fin. Au fond, l'objectif est inatteignable, c'est une chimère. Le monde nouveau n'existe nulle part. Ce sommet inaccessible a ses inconvénients et ses avantages; il désespère certains, mais les désespérés se sacrifient volontiers à la cause; il pousse les autres à l'action: l'égalité parfaite n'existe pas encore, mais un jour on y parviendra, il suffit de se déchaîner encore plus. Les terroristes sont parfois des délinquants de droit commun, des techniciens du crime; ils se livrent à des rapines baptisées *expropriations*. Le nihiliste Chpindler ne perd pas le nord: *Moitié du butin pour les prolétaires, moitié pour me payer une villa sur le bord du lac de Genève!* La *Cause* recrute aussi parmi les adolescents (22% des terroristes) et les jeunes femmes (un quart des effectifs, la question féminine étant déjà à l'ordre du jour). Un groupuscule se nomme *Zéro Autorité*. Ses recrues projettent sur l'ennemi autoritaire leurs troubles intérieurs. *Tuons les tyrans et nous nous sentirons mieux*, pensent-elles. Leibisch Rapoport, 16 ans, écrit à sa mère: *Mère (...) sache que je compte évoquer ton cas lors d'une réunion de cellule et que je suis sûr que les camarades ne lésineront pas sur les munitions pour t'exterminer*. Lydia Ezerskaïa se méprise d'être trop banale et cherche à réussir comme

terroriste, sinon sa vie demeurerait vide de sens. Frouma Froumkina veut compenser sa laideur proche de la monstrosité. Lydia Sture se tuera si elle n'est pas admise dans un groupe terroriste, puis elle se suicide en «opération». Catherine Brechkov-Brechkovskaïa écrit: *J'ai d'abord fait la révolution contre mes parents, puis contre ma famille et finalement contre tout le monde*.

Les terroristes n'hésitent pas à s'en prendre à ceux qu'ils devraient défendre: les prolétaires, les paysans, les petits fonctionnaires (les postiers!). Le célèbre Netchaïev (modèle du Piotr Verkhovensky des *Démons*) fait assassiner la recrue la plus innocente de sa bande afin de consolider celle-ci dans le sang. La surveillance réciproque est encouragée par les chefs. Pokotilov dit: *Pour ma part la révolution, c'est la terreur, point barre*. Quand la Cause triomphera en 1918, les nihilistes (anarchistes et socio-révolutionnaires maximalistes) seront appelés à édifier la machine répressive dont ils seront les premières victimes, avant qu'elle ne détruise les groupes sociaux indésirables: bourgeois, chrétiens, koulaks, Baltes, Caucasiens ou Ukrainiens.



Le visiteur Retour vers le passé

La notion d'«état d'urgence» désigne des mesures exceptionnelles prises par les autorités en cas de péril grave, et qui permettent de restreindre les libertés fondamentales. Il existe deux sortes d'état d'urgence. Le premier est celui qui sert de prétexte à des gouvernements fascistes pour imposer un régime policier; la notion d'urgence leur permet de répandre la peur, d'éviter toute argumentation et de faire taire les voix critiques. Le second type d'état d'urgence est celui qui est nécessaire et légitime pour permettre de lutter, par tous les moyens, contre le réchauffement climatique et contre les inégalités et les injustices sociales.

LE COIN DU RONCHON

Actuellement, il est demandé à toutes les autorités, dans tous les pays et à tous les niveaux, de décréter «l'urgence climatique». Dans le Canton de Vaud, le député Yvan Luccarini, qui se définit comme «objet de croissance», a récemment présenté au Grand Conseil un projet de loi sur «l'action publique face à l'urgence climatique». Il s'agirait de définir un «Plan climat vaudois» imposant un vaste ensemble de mesures – dont nous ne résumons ici que les meilleures.

Le canton de Vaud devrait abandonner complètement l'usage du pétrole, du charbon et du gaz naturel. La consommation totale d'énergies (toutes sources confondues) devrait être diminuée de 50% dans un délai de dix ans.

Toujours dans un délai de dix ans, le trafic individuel motorisé devrait être diminué de 50%, tout comme les voies de circulation et le nombre des places de parc. La vitesse maximale

La période terroriste s'accompagne d'expériences de libération sexuelle; l'occultisme et les cultures exotiques sont à la mode, de même que les drogues et les expériences intenses. Les personnalités instables y sont à l'aise, celles qui changent sans cesse de forme en éprouvant une difficulté insurmontable à s'affirmer elles-mêmes dans leur unicité, mais le taux de suicides augmente. Une camarilla d'artistes, de dames de la bonne société, de juristes, de journalistes et de professeurs soutient ouvertement les nihilistes. Le crime exprime la culture de la liberté.

Le nihilisme poursuit des utopies introuvables, étrangères aux nécessités de la vie telle qu'elle est. Pour les atteindre, il faut tuer et mourir. Mieux vaut vouloir le rien que de ne rien vouloir. La volonté de néant satisfait une dernière fois l'appétit de domination.

Après la Première Guerre mondiale, Freud fit l'hypothèse de la pulsion de mort. La vie crée tellement de tensions chez les individus que ceux-ci aspirent à disparaître, pour retrouver le repos.

Jacques Perrin

Les informations figurant dans cet article proviennent d'Anna Geifman: *La Mort sera votre Dieu*, La Table Ronde 2005, et de Jean-François Colosimo: *Aveuglements* (chapitre IV, le Laboratoire nihiliste), éditions du Cerf 2018.

serait abaissée. On mettrait en place une imposition des véhicules «fortement progressive basée sur le revenu des propriétaires». L'objectif serait «une diminution globale de la mobilité individuelle» (il n'est pas précisé si la mobilité pédestre serait épargnée).

Dans les bâtiments chauffés, la température maximale serait limitée à 19° (il n'est pas précisé si les policiers seraient armés de thermomètres pour procéder à des contrôles). Les systèmes de climatisation «de confort» seraient interdits.

Dans les entreprises, la production devrait être subordonnée aux seuls «besoins fondamentaux» de la population. La publicité commerciale serait interdite. Les salariés seraient impliqués dans les processus de décision, et le temps de travail serait diminué sans réduction de salaire. Les citoyens recevraient un revenu de base inconditionnel (baptisé «revenu de transition écologique») mais se verraient aussi imposer un revenu maximal. Les produits de consommation seraient soumis à une taxe progressive. Les surfaces agricoles seraient augmentées, mais l'élevage intensif serait interdit et la production agricole devrait être «progressivement démécanisée».

Il est explicitement précisé que toutes ces mesures seraient financées «par de nouveaux prélèvements».

Sachez, amis Vaudois, que près de la moitié de vos représentants au Grand Conseil ont voté en faveur de ce projet de loi, qui a finalement été rejeté de justesse. Visiblement, de nombreux députés ont été séduits par ce curieux mélange de Vladimir Ilitch Lénine appelant à la révolution bolchevique (mais sans les tracteurs) et de Godefroy de Montmirail nostalgique de son XII^e siècle (mais sans la noblesse, hélas).

E-vote

Le rêve de chaque citoyen disposant de son bouton de vote à la maison n'est pas nouveau: le parlement fédéral a lancé les travaux de mise en place du vote électronique en l'an 2000 déjà. A ce jour, seuls les cantons de Genève et Neuchâtel disposent du vote en ligne. Le premier a développé son propre logiciel. Le second utilise le système développé sur mandat fédéral par La Poste.

Techniquement, il s'agit non seulement de garantir l'identité du votant – comme le fait une banque pour vos paiements en ligne – mais aussi l'anonymat de ses décisions de vote. Le décompte ne doit en aucun cas pouvoir être manipulé, que ce soit par effaçage des votes rentrés ou par bourrage de l'urne virtuelle. Les *hackers* ont pour l'instant un tour

d'avance sur les développeurs officiels, puisque La Poste annonçait en mars dernier au moins deux failles majeures détectées lors de tests d'intrusion.

Le progrès par rapport au vote par correspondance est peu convainquant. On n'a pour l'instant pas trouvé plus sûr et confidentiel que le courrier papier pour l'envoi des codes d'accès à chaque citoyen.

Des sociologues ont étudié l'influence que pourrait avoir cette nouvelle manière de voter sur la participation aux scrutins. Leur conclusion est que cela ne changerait probablement rien, ni au nombre, ni au profil des votants.

On ne force pas un âne à boire...

C. C.